Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Deux-Montagnes | 72010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Guindon, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature _____ Date 2 juin 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Deux-Montagnes

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE DEUX-MONTAGNES inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés

MARIE-CLAUDE DAGENAIS, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Blainville, 2 juin 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations	
		2021	2020
Revenus			
Taxes	1	21 805 767	21 673 653
Compensations tenant lieu de taxes	2	608 912	581 702
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 970 173	4 226 928
Services rendus	5	4 585 730	4 591 704
Imposition de droits	6	2 014 649	1 101 377
Amendes et pénalités	7	595 242	582 574
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	123 286	183 728
Autres revenus	10	684 761	493 921
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	32 388 520	33 435 587
Charges			
Administration générale	14	4 906 350	4 403 134
Sécurité publique	15	7 150 736	6 942 205
Transport	16	4 959 589	5 041 820
Hygiène du milieu	17	6 140 786	6 531 815
Santé et bien-être	18	487 819	494 132
Aménagement, urbanisme et développement	19	888 178	860 221
Loisirs et culture	20	4 379 254	3 960 253
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	729 823	831 244
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	29 642 535	29 064 824
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 745 985	4 370 763
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	74 680 822	70 310 059
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	74 680 822	70 310 059
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	77 426 807	74 680 822

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 274 974	8 049 807
Débiteurs (note 5)	2	17 213 400	17 454 777
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 000 000	1 600 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	23 488 374	27 104 584
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	272 581	259 553
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 975 508	9 330 932
Revenus reportés (note 12)	12	1 884 408	1 873 475
Dette à long terme (note 13)	13	32 411 277	34 232 911
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	42 514	108 570
Autres passifs (note 14)	15		
	16	42 586 288	45 805 441
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(19 097 914)	(18 700 857)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	95 987 641	92 924 052
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	133 700	172 378
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	403 380	285 249
	23	96 524 721	93 381 679
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	77 426 807	74 680 822

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations	
		2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 745 985	4 370 763
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	(7 641 695)	(9 006 727)
Produit de cession	3	299 366	120 257
Amortissement	4	4 566 432	4 243 450
(Gain) perte sur cession	5	(287 692)	(89 334)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(3 063 589)	(4 732 354)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	38 678	(45 144)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(118 131)	(4 767)
	13	(79 453)	(49 911)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(397 057)	(411 502)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(18 700 857)	(18 289 355)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(18 700 857)	(18 289 355)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(19 097 914)	(18 700 857)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.
Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 745 985	4 370 763
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 566 432	4 243 450
Autres			
▪ Gain sur cession d'actif	3	(287 692)	(89 334)
▪	4		
	5	7 024 725	8 524 879
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	241 377	826 580
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(1 355 424)	668 129
Revenus reportés	9	10 933	(288 888)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(66 056)	(87 180)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	38 678	(45 144)
Autres actifs non financiers	13	(118 131)	(4 767)
	14	5 776 102	9 593 609
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(7 641 695)	(9 006 727)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	299 366	120 257
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(7 342 329)	(8 886 470)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( )	( )
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(400 000)	(1 600 000)
Cession	23		
	24	(400 000)	(1 600 000)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 517 000	12 926 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(5 364 432)	(13 251 037)
Variation nette des emprunts temporaires	27	13 028	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	25 798	(70 711)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(1 808 606)	(395 748)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(3 774 833)	(1 288 609)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	8 049 807	9 338 416
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	8 049 807	9 338 416
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	4 274 974	8 049 807

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville ainsi que les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne, après l'élimination des transactions interorganismes et des soldes réciproques.

a) Périmètre comptable

La Ville contrôle l'organisme sans but lucratif La Corporation du Manoir Grand Moulin. L'organisme est consolidé à 100%.

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants:

- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 40,85% (48,50 % en 2020) pour les opérations courantes et 49,06% (49,15% en 2020) pour les postes du bilan.
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 35,80% (35,70% en 2020) pour les opérations courantes et 36,01% (36,03% en 2020) pour les postes du bilan.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférents. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des stocks, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, la dépréciation des actifs financiers, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation, du passif au titre des sites contaminés, des réclamations en justice et des hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et obligation au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Actifs financiers et non financiers

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Infrastructure		
	Hygiène du milieu - eau potable	40 ans
	Hygiène du milieu - eaux usées	30 à 40 ans
	Réseau routier - construction chemin, trottoir, rue	40 ans
	Réseau routier - construction surfaçage d'origine	15 à 20 ans
	Réseau routier - éclairage de rues	20 ans
	Réseau routier - signaux de circulation	15 à 20 ans
	Réseau routier - aménagements de parcs stat.	20 ans
	Autres infrastructures	20 à 40 ans
Bâtiments		25 à 40 ans
Bâtiments - réparation majeures et autres		20 ans
Améliorations locatives		10 à 15 ans
Véhicules - automobiles		7 à 10 ans
Véhicules lourds		20 ans
Ameublement, équipement informatique et de communication multimédia		5 ans
Ameublement et équipement de bureau		10 ans
Machinerie, outillage et équipements - machinerie lourde et unité mobile		20 ans
Machinerie, outillage et équipements - autres		10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.
- Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.
- Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.
- Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.
- Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées
La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« Loi RRSM »). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.
Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la Note 8 au bas de la Page S11-4 sur les effets de la Loi RRSM.

Aux fins du calcul de la valeur de l'actif et du rendement espéré de l'actif, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année en cours selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'un gain ou d'une perte actuariel, ce gain ou cette perte pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels net non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation aux titres des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

La mesure qui consistait à affecter aux DCTP la totalité ou ne partie du coût des services passées découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime, ne peut plus être utilisée à compter de 2020. Cette décision s'applique également au solde des DCTP découlant de l'utilisation antérieur de la mesure d'allègement, à l'exception des régimes pour lesquels le coût des services passés est associé à un déficit initial. Le montant affecté aux DCTP relatif aux avantages sociaux futurs est relié au coût des services passés qui découle de la création de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015. Ce montant est amorti sur DMERCA des salariés actifs touchés soit 17.75.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Provision pour contestation d'évaluation
La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Excédent de fonctionnement affecté
L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés
Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

Affectations
Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 251 615	5 635 531
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	2 023 359	2 414 276
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	4 274 974	8 049 807
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	1 809 000	9 425 090

Note

Les placements à court terme portent intérêts à 0,45%.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	854 075	1 043 548
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	12 485 350	13 079 198
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 838 035	1 395 877
Organismes municipaux	15	807 581	328 221
Autres			
▪ Autres	16	1 228 359	1 607 933
▪	17		
	18	17 213 400	17 454 777
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	7 962 056	8 628 804
Organismes municipaux	20	604 455	297 462
Autres tiers	21		
	22	8 566 511	8 926 266
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	846 117	733 906

Note

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	2 000 000	1 600 000
	32	2 000 000	1 600 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements portent intérêts de 1.00% à 2.03% et leurs échéances varient entre le 28 janvier 2022 et le 28 janvier 2026.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(42 514)	(108 570)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(42 514)	(108 570)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	867 542	778 055
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	44 875	
Régimes de retraite des élus municipaux	42	41 496	47 571
	43	953 913	825 626

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 7 000 000 $ portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2021, cette marge de crédit est inutilisée. Au 31 décembre 2021, le taux est de 2.45% (2.45% en 2020).

La Ville a également 5 prêts à terme disponibles, d'un montant total autorisé de 15 283 400 $, ceux-ci sont non utilisées au 31 décembre 2021 . Ils portent intérêt au taux de 1%.

Un organisme dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 750 000$ (270 000$ selon la quote-part), portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable le 30 juin 2022.

Un organisme dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000$ (392 000 $ selon la quote-part), qui portent intérêts au taux préférentiels (2.45% au 31 décembre 2021). Au 31 décembre 2021, la marge de crédit n'était pas utilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	2 289 184	2 839 858
Salaires et avantages sociaux	48	3 138 921	3 562 105
Dépôts et retenues de garantie	49	993 501	1 040 734
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	1 469 887	1 787 223
▪ Intérêts courus	52	84 015	101 012
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	7 975 508	9 330 932

Note

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	62 512	26 462
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Revenus percus d'avance	69	42 885	878
▪ Apports reportés (subvention)	70	1 774 505	1 841 627
▪ Produit de la criminalité	71	4 506	4 508
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 884 408	1 873 475

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2021	2020
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,35	2022	2026	77	29 751 857	31 225 269
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres	3,10	3,10	2022	2024	84	2 791 321	3 165 341
					85	32 543 178	34 390 610
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(131 901)	(157 699)
					87	32 411 277	34 232 911

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		5 943 857		385 790	6 329 647
2023	89		4 703 000		397 932	5 100 932
2024	90		7 829 000		2 007 599	9 836 599
2025	91		8 903 000			8 903 000
2026	92		2 373 000			2 373 000
2027 et plus	93					
	94		29 751 857		2 791 321	32 543 178
Intérêts et frais accessoires	95			( )		( )
	96		29 751 857		2 791 321	32 543 178

Note

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	36 775 476			36 775 476
Eaux usées	105	40 992 143	83 161		41 075 304
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	39 158 614	5 712 634		44 871 248
Autres					
▪ Autres	107	8 891 603	900 715		9 792 318
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	31 459 687	468 895		31 928 582
Améliorations locatives	111	127 830	4 713		132 543
Véhicules	112	6 015 672	1 246 955	826 144	6 436 483
Ameublement et équipement de bureau	113	2 851 239	201 314	272 801	2 779 752
Machinerie, outillage et équipement divers	114	4 459 688	373 107	3 592	4 829 203
Terrains	115	3 544 212	841 474	6 199	4 379 487
Autres	116				
	117	174 276 164	9 832 968	1 108 736	183 000 396
Immobilisations en cours	118	3 020 438	(2 191 273)		829 165
	119	177 296 602	7 641 695	1 108 736	183 829 561
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	12 900 492	728 722		13 629 214
Eaux usées	121	18 748 985	1 037 296		19 786 281
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	27 608 509	656 676		28 265 185
Autres					
▪ Autres	123	1 747 993	433 686		2 181 679
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	14 366 722	969 691		15 336 413
Améliorations locatives	127	36 340	13 569		49 909
Véhicules	128	3 641 015	344 514	826 144	3 159 385
Ameublement et équipement de bureau	129	2 302 317	133 082	269 653	2 165 746
Machinerie, outillage et équipement divers	130	3 020 177	249 196	1 265	3 268 108
Autres	131				
	132	84 372 550	4 566 432	1 097 062	87 841 920
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	92 924 052			95 987 641
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139		
	140		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ autres	154	403 380	285 249
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	403 380	285 249

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

19. Obligations contractuelles

La Ville et ses organismes se sont engagés en vertu de contrats, d'enlèvement des matières recyclables, évaluation foncière, de déneigement, de location d'équipements et autres échéant à différentes dates jusqu'en 2026, pour une somme totale de 1 840 000$. Les paiements exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices financiers se détaillent comme suit :

2022	935 000$
2023	445 000$
2024	298 000$
2025	138 000$
2026	24 000$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différent accords à long terme, dont les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 242 000 $ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2022	26 900$
2023	27 200$
2024	27 600$
2025	27 900$
2026	28 200$
2027 et plus	104 200$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2021	Solde des cautionnements 2020
	160		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Des réclamations ont été intentées contre la Ville de Deux-Montagnes pour un montant total de 1 373 000$. Les réclamations comprennent des sommes pour un achat de bacs de recyclage, des factures reliées à des travaux et des retenues de garantie, des sommes à titre de dommage punitif et des sommes dues suite à une annulation d'appel d'offre.

Au 31 décembre des comptes à payer et des retenues de de garantie d'un montant total de 650 000 $ sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière, pour la Ville. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs éventuels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Autres

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014 (Loi RRSM), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi RRSM. Le jugement indique que la Loi RRSM n'est pas inconstitutionnelle, à l'exception des dispositions de cette loi qui permettent à l'organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités. Il est à noter que ce jugement a été porté en appel. Puisque l'employeur n'a pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence pour ce groupe de participant. Concernant le groupe des participants actifs, puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

La Ville a omis d'affecter à l'excédent(déficit) d'investissement à des fins fiscales des affectations pour des dépenses d'investissements réalisées en 2021 dont l'autorisation de la dépense a eu lieu en 2020. Les chiffres des états financiers consolidés de l'exercice antérieur ont été retraités pour tenir compte de la correction de cette erreur. Ainsi, l'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020:

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	
Affectation : Excédent de fonctionnement non affecté	172 809 $
Affectation : Excédent de fonctionnement affecté	444 510 $
État de la situation financière	
Excédent (déficit accumulé)	
Excédent de fonctionnement affecté	(617 319 $)
Financement des investissement en cours	617 319 $

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats détaillés par organismes et l'état consolidé de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2020 ont été reclassés pour correspondre à la présentation de l'année courante.

27 Événements importants

Au mois de mars 2020, l'organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

L'incidence globale de ces événements sur la Ville et ses activités est incertaine pour être estimée actuellement. Les impacts seront comptabilisées au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	21 748 000	21 892 900	21 880 116			21 805 767
Compensations tenant lieu de taxes	2	581 702	580 000	608 912			608 912
Quotes-parts	3					3 940 196	
Transferts	4	2 408 306	837 100	1 266 428		53 399	1 294 827
Services rendus	5	3 882 150	4 292 600	3 883 045		702 685	4 585 730
Imposition de droits	6	1 101 377	734 700	2 014 649			2 014 649
Amendes et pénalités	7	369 422	365 000	352 734		242 508	595 242
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	180 909	220 000	123 260		26	123 286
Autres revenus	10	106 272	492 100	304 177		25 098	329 275
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	30 378 138	29 414 400	30 433 321		4 963 912	31 357 688
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 778 485		668 186		7 160	675 346
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	397 000		355 486			355 486
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 175 485		1 023 672		7 160	1 030 832
	22	32 553 623	29 414 400	31 456 993		4 971 072	32 388 520
Charges							
Administration générale	23	4 233 452	5 281 900	4 737 019	169 331		4 906 350
Sécurité publique	24	6 162 039	6 625 300	6 476 134	394 841	3 835 464	7 150 736
Transport	25	4 256 773	4 071 000	3 981 451	978 138		4 959 589
Hygiène du milieu	26	4 989 406	4 231 600	4 405 313	1 760 826	359 140	6 140 786
Santé et bien-être	27					587 168	487 819
Aménagement, urbanisme et développement	28	832 796	900 300	854 453	33 725		888 178
Loisirs et culture	29	3 235 030	4 298 000	3 607 485	771 769		4 379 254
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	716 580	808 000	631 092		98 731	729 823
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 771 351	4 000 000	4 108 630	(4 108 630)		
	34	28 197 427	30 216 100	28 801 577		4 880 503	29 642 535
Excédent (déficit) de l'exercice	35	4 356 196	(801 700)	2 655 416		90 569	2 745 985

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 356 196	(801 700)	2 655 416	90 569	2 745 985
Moins : revenus d'investissement	2	(2 175 485)	( )	(1 023 672)	(7 160)	(1 030 832)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 180 711	(801 700)	1 631 744	83 409	1 715 153
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 771 351	4 000 000	4 108 630	457 802	4 566 432
Produit de cession	5	103 000		298 615	751	299 366
(Gain) perte sur cession	6	(94 786)		(289 267)	1 575	(287 692)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 779 565	4 000 000	4 117 978	460 128	4 578 106
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 614 047)	(2 662 000)	(2 565 098)	(350 660)	(2 915 758)
	18	(2 614 047)	(2 662 000)	(2 565 098)	(350 660)	(2 915 758)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 470 927)	(476 300)	(1 686 372)	(93 969)	(1 780 341)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	564 704				
Excédent de fonctionnement affecté	21				136 547	136 547
Réserves financières et fonds réservés	22	(33 040)	(60 000)	(795 027)	49	(794 978)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(3 020)			(16 826)	(16 826)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 942 283)	(536 300)	(2 481 399)	25 801	(2 455 598)
	26	(776 765)	801 700	(928 519)	135 269	(793 250)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 403 946		703 225	218 678	921 903

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	2 175 485	1 023 672	7 160	1 030 832
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(59 693)	(131 845)	( )	(131 845)
Sécurité publique	3	(1 128 745)	(1 053 336)	(125 933)	(1 179 269)
Transport	4	(4 679 331)	(2 922 815)	( )	(2 922 815)
Hygiène du milieu	5	(1 823 545)	(1 652 037)	(7 916)	(1 644 121)
Santé et bien-être	6	( )	( )	(3 683)	(3 683)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(10 078)	(113 057)	( )	(113 057)
Loisirs et culture	8	(1 116 296)	(1 646 905)	( )	(1 646 905)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(8 817 688)	(7 519 995)	(121 700)	(7 641 695)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 825 910	1 352 514		1 352 514
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	2 470 927	1 686 372	93 969	1 780 341
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 045 637	893 002	20 571	913 573
Excédent de fonctionnement affecté	17	599 219	1 207 245		1 207 245
Réserves financières et fonds réservés	18	249 278	397 465		397 465
	19	4 365 061	4 184 084	114 540	4 298 624
	20	(2 626 717)	(1 983 397)	(7 160)	(1 990 557)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(451 232)	(959 725)		(959 725)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021		
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 001 760	3 501 043	773 931	4 274 974
Débiteurs (note 5)	2	16 235 378	16 200 980	1 222 848	17 213 400
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 600 000	2 000 000		2 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	95 000	81 000		
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	24 932 138	21 783 023	1 996 779	23 488 374
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			272 581	272 581
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 530 264	7 404 346	4 692 439	7 975 508
Revenus reportés (note 12)	12	27 340	105 397	1 779 011	1 884 408
Dette à long terme (note 13)	13	30 891 382	29 604 715	2 806 562	32 411 277
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			123 514	42 514
Autres passifs (note 14)	15				
	16	39 448 986	37 114 458	9 674 107	42 586 288
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 516 848)	(15 331 435)	(7 677 328)	(19 097 914)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	84 488 673	87 890 690	8 096 951	95 987 641
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	172 378	133 700		133 700
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	236 865	343 529	59 851	403 380
	23	84 897 916	88 367 919	8 156 802	96 524 721
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 809 062	5 536 458	(3 860 300)	3 819 045
Excédent de fonctionnement affecté	25	2 780 646	1 723 401		1 723 401
Réserves financières et fonds réservés	26	2 397 994	2 786 022	218 678	3 004 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( )	( )	(184 011)	(184 011)
Financement des investissements en cours	28	(1 929 940)	(2 947 302)		(2 947 302)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	61 323 306	65 937 905	4 305 107	72 010 974
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	70 381 068	73 036 484	479 474	77 426 807

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	9 619 500	8 668 924	11 347 015	11 048 919
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 554 600	2 293 269	2 965 853	2 665 640
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5	528 700	449 174	449 174	443 359
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	7 705 600	7 626 213	8 477 110	8 745 083
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	450 800	367 380	466 824	606 472
D'autres organismes municipaux	10		5 866	5 866	7 144
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	244 200	257 846	258 573	234 628
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	113 000		(1 440)	(17 000)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 763 800	4 794 495	877 348	886 103
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	210 900	179 720	179 720	149 251
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 000 000	4 108 630	4 566 432	4 243 450
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21	25 000	50 060	50 060	51 775
▪	22				
▪	23				
	24	30 216 100	28 801 577	29 642 535	29 064 824

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 819 045	3 963 635
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 723 401	2 906 751
Réserves financières et fonds réservés	3	3 004 700	2 481 715
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(184 011)	(201 047)
Financement des investissements en cours	5	(2 947 302)	(1 929 940)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	72 010 974	67 459 708
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	77 426 807	74 680 822
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 536 458	5 809 062
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(1 717 413)	(1 845 427)
	11	3 819 045	3 963 635
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Parc 100e anniversaire	12	92 755	1 300 000
▪ Budget 2022	13	150 000	
▪ Digue	14	822 259	822 259
▪ Mur anti-bruit	15	658 387	658 387
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 723 401	2 780 646
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Régie de Police	22		126 105
▪	23		
▪	24		
	25		126 105
	26	1 723 401	2 906 751

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Élection	27	203 051	206 780
▪ Maintien des actifs	28	250 000	
▪ Services de l'eau	29	505 000	
▪ Autres	30	492 772	608 771
▪ Transport en commun	31	500 000	500 000
	32	1 950 823	1 315 551
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	704 534	921 576
Organismes contrôlés et partenariats	38	218 678	83 721
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	130 665	160 867
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	1 053 877	1 166 164
	48	3 004 700	2 481 715

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52	( )	( )
Autres	53	(184 011)	(201 047)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54	( )	( )
	55	(184 011)	(201 047)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	57	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	( )	( )
Autres			
▪	59	( )	( )
▪	60	( )	( )
	61	(184 011)	(201 047)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	63	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	70	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	71	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72	( )	( )
Autres			
▪	73	( )	(3 021)
▪	74	( )	( )
	75	( )	(3 021)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76		3 021
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81		3 021
	82	(184 011)	(201 047)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	617 777	825 357
Investissements à financer	84	(3 565 079)	(2 755 297)
	85	(2 947 302)	(1 929 940)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	95 987 641	92 924 052
Propriétés destinées à la revente	87		
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	95 987 641	92 924 052
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	95 987 641	92 924 052
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94	(32 411 277)	(34 232 911)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95	(131 901)	(157 699)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	8 566 511	8 926 266
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99	(23 976 667)	(25 464 344)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100	( )	( )
	101	(23 976 667)	(25 464 344)
	102	72 010 974	67 459 708

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Administration municipale

Le Régime de retraite des employés municipaux de la Ville de Deux-Montagnes est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes:

- 6 mois de services continus ou l'obtention du statut d'employé régulier,
- le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées,
- le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles.

La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date où un participant atteint son 65e anniversaire de naissance.
Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédent sa date normale de retraite. Si un participant choisit de demeurer au service de l'employeur après la date normale de la retraite, le paiement de sa rente doit commencer au plus tard le dernier jour de l'année civile où le participant atteint son 71e anniversaire de naissance.

Le dernier rapport sur l'évaluation actuarielle complète a été effectué en date du 31 décembre 2019.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge, du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes :

- 6 mois de services continus ou l'obtention du statut d'employé régulier,
- le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées,
- le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est égale ou supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles.

La date de la retraite normale est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La loi prévoit un processus avec une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que, selon les conditions prévues par la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2021.

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(108 570)	(195 750)
Charge de l'exercice	4	(867 542)	(778 055)
Cotisations versées par l'employeur	5	933 598	865 235
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(42 514)	(108 570)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	44 922 807	40 689 696
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(44 922 807)	(40 699 064)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		(9 368)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(42 514)	(99 202)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(42 514)	(108 570)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(42 514)	(108 570)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		1 930 127
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	(1 939 495)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	(9 368)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 715 775	1 563 324
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 715 775	1 563 324
Cotisations salariales des employés	21	(877 669)	(802 011)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	838 106	761 313
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	30 876	20 544
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	868 982	781 857
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	2 312 806	2 214 717
Rendement espéré des actifs	33	(2 314 246)	(2 218 519)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(1 440)	(3 802)
Charge de l'exercice	35	867 542	778 055
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	4 343 242	2 983 545
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(2 314 246)	(2 218 519)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	2 028 996	765 026
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(2 116 451)	881 357
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 914 126	1 696 131
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	4 410 917	1 374 472
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,67 %	5,69 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,67 %	5,69 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,81 %	2,87 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,15 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	1

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue au régime de retraite par financement salarial FTQ pour les salariés pompiers.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117	44 875	
	118	44 875	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice tel qu'établi par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	10 623	11 257
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	41 496	47 571
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	41 496	47 571

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	15 167 459	15 093 110	15 019 505
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	669 864	669 864	663 516
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	463 836	463 836	448 880
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	16 301 159	16 226 810	16 131 901
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 364 110	1 364 110	1 358 409
Égout	13	1 310 427	1 310 427	1 305 389
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 148 027	1 148 027	1 136 709
Autres				
▪ Transport en commun	16	677 238	677 238	670 994
▪ Déneigement	17	939 939	939 939	932 383
▪ Piscine	18	50 175	50 175	51 063
Centres d'urgence 9-1-1	19	89 041	89 041	86 805
Service de la dette	20			
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	5 578 957	5 578 957	5 541 752
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	5 578 957	5 578 957	5 541 752
	29	21 880 116	21 805 767	21 673 653

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	49 416	49 416	49 826
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	559 496	559 496	531 876
	38	608 912	608 912	581 702
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	608 912	608 912	581 702
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	608 912	608 912	581 702

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	188 110	188 110	1 367 705
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	15 001	15 001	
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	118 029	118 029	122 942
Traitement des eaux usées	72		265	723
Réseaux d'égout	73	118 270	118 270	142 631
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	243 815	243 815	219 167
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82		28 134	35 738
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	26 445	26 445	18 617
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	85 062	85 062	67 189
Autres	91			
Réseau d'électricité	92			
	93	794 732	823 131	1 974 712

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95		7 160	
Sécurité incendie	96			580 000
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99			79 200
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110			
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120	648 000	648 000	1 122 961

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	20 186	20 186	
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	668 186	675 346	1 782 161

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	329 790	329 790	321 835
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotation spéciale de fonctionnement	141	141 906	141 906	148 220
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144	471 696	471 696	470 055
TOTAL DES TRANSFERTS	145	1 934 614	1 970 173	4 226 928

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	146	773 953	773 953	711 842
Évaluation	147			
Autres	148			
	149	773 953	773 953	711 842
Sécurité publique				
Police	150		76 792	67 473
Sécurité incendie	151	1 334 243	1 334 243	1 299 488
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	1 334 243	1 411 035	1 366 961
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155	64 133	64 133	48 137
Enlèvement de la neige	156	5 741	5 741	5 629
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160	69 874	69 874	53 766
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	2 178 070	2 254 862	2 132 569

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	947 985	947 986	1 169 508
	191	947 985	947 986	1 169 508
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193	37 746	37 746	22 258
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	37 746	37 746	22 258
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	24 056	24 056	27 208
	205	24 056	24 056	27 208
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	155 696	155 696	105 448
	216	155 696	155 696	105 448

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219		625 892	642 081
	220		625 892	642 081
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	18 800	18 800	16 295
	225	18 800	18 800	16 295
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	508 776	508 776	468 002
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	11 916	11 916	8 335
Autres	228			
	229	520 692	520 692	476 337
Réseau d'électricité	230			
	231	1 704 975	2 330 868	2 459 135
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	3 883 045	4 585 730	4 591 704

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	55 634	55 634	56 539
Droits de mutation immobilière	234	1 959 015	1 959 015	1 044 278
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			560
	237	2 014 649	2 014 649	1 101 377
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	352 734	595 242	582 574
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	123 260	123 286	183 728
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	289 267	287 692	89 334
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	370 396	397 069	404 587
	251	659 663	684 761	493 921
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	373 178	54	373 232	373 232	384 243
Greffe et application de la loi	2	1 931 184	6 046	1 937 230	1 937 230	1 862 355
Gestion financière et administrative	3	1 604 545	163 231	1 767 776	1 767 776	1 659 123
Évaluation	4	508 049		508 049	508 049	237 175
Gestion du personnel	5	251 177		251 177	251 177	194 172
Autres						
▪ Autres	6	68 886		68 886	68 886	66 066
▪	7					
	8	4 737 019	169 331	4 906 350	4 906 350	4 403 134
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	3 920 099	74 147	3 994 246	4 274 007	4 229 007
Sécurité incendie	10	2 480 704	318 609	2 799 313	2 799 313	2 661 887
Sécurité civile	11	64 969	463	65 432	65 432	42 355
Autres	12	10 362	1 622	11 984	11 984	8 956
	13	6 476 134	394 841	6 870 975	7 150 736	6 942 205
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 795 519	881 801	2 677 320	2 677 320	3 023 630
Enlèvement de la neige	15	728 989	26 736	755 725	755 725	719 900
Éclairage des rues	16	145 534	27 023	172 557	172 557	156 600
Circulation et stationnement	17	99 186	42 064	141 250	141 250	131 567
Transport collectif						
Transport en commun	18	551 575	514	552 089	552 089	548 336
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	660 648		660 648	660 648	461 787
	22	3 981 451	978 138	4 959 589	4 959 589	5 041 820

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	951 337	393 453	1 344 790	1 344 790	1 594 237
Réseau de distribution de l'eau potable	24	776 361	379 419	1 155 780	1 155 780	747 836
Traitement des eaux usées	25	362 712	509 631	872 343	846 990	1 051 402
Réseaux d'égout	26	920 490	418 338	1 338 828	1 338 828	1 004 040
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	280 142		280 142	280 142	299 023
Élimination	28	267 736		267 736	267 736	258 319
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	270 674		270 674	270 674	601 316
Tri et conditionnement	30	39 392		39 392	39 392	141 697
Matières organiques						
Collecte et transport	31	342 770		342 770	342 770	346 634
Traitement	32	129 810		129 810	129 810	129 256
Matériaux secs	33	63 889		63 889	63 889	70 983
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39		59 985	59 985	59 985	287 072
	40	4 405 313	1 760 826	6 166 139	6 140 786	6 531 815
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41				487 819	494 132
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44				487 819	494 132

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	837 277	33 725	871 002	871 002	852 692
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	17 176		17 176	17 176	7 529
	52	854 453	33 725	888 178	888 178	860 221
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	831 470	735 377	1 566 847	1 566 847	1 413 336
Patinoires intérieures et extérieures	54	402 235		402 235	402 235	460 711
Piscines, plages et ports de plaisance	55	194 749		194 749	194 749	179 418
Parcs et terrains de jeux	56	1 062 810		1 062 810	1 062 810	978 893
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	191 733		191 733	191 733	100 063
	60	2 682 997	735 377	3 418 374	3 418 374	3 132 421
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	909 696	36 392	946 088	946 088	822 471
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	14 792		14 792	14 792	5 361
	66	924 488	36 392	960 880	960 880	827 832
	67	3 607 485	771 769	4 379 254	4 379 254	3 960 253

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	570 398		570 398	669 842	785 440
Autres frais	70	60 694		60 694	61 421	62 804
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				(1 440)	(17 000)
Autres	72					
	73	631 092		631 092	729 823	831 244
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	4 108 630	(4 108 630)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Deux-Montagnes | 72010 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	91 077	83 161	100 512
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 255 530	2 255 530	3 233 953
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	613 393	613 393	920 438
Autres infrastructures	11	1 629 485	1 629 485	2 958 120
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	71 961	71 961	988 554
Édifices communautaires et récréatifs	14	320 602	320 602	
Améliorations locatives	15		5 410	6 369
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 171 403	1 246 955	383 821
Ameublement et équipement de bureau	18	183 372	196 934	187 371
Machinerie, outillage et équipement divers	19	341 698	376 790	227 589
Terrains	20	841 474	841 474	
Autres	21			
	22	7 519 995	7 641 695	9 006 727

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	91 077	83 161	100 512
Autres infrastructures	27	4 498 408	4 498 408	7 112 511
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations corporelles	33	2 930 510	3 060 126	1 793 704
	34	7 519 995	7 641 695	9 006 727

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	160 867		30 202	130 665
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 148 437		409 649	2 738 788
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	22 155 040	1 352 514	2 400 340	21 107 214
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	25 464 344	1 352 514	2 840 191	23 976 667
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	8 628 804		666 748	7 962 056
Organismes municipaux	10	297 462	355 486	48 493	604 455
Autres tiers	11				
	12	8 926 266	355 486	715 241	8 566 511
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	8 926 266	355 486	715 241	8 566 511
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	8 926 266	355 486	715 241	8 566 511
	18	34 390 610	1 708 000	3 555 432	32 543 178
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	34 390 610	1 708 000	3 555 432	32 543 178

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	29 604 715
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 947 302
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	130 665
Débiteurs	9	7 783 815
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	24 637 537
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	2 023 882
Endettement net à long terme	16	26 661 419
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	76 889
Autres organismes	19	1 137 324
Endettement total net à long terme	20	27 875 632
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	27 875 632
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	3 554 432		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	550 463	550 463	545 567
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	362 715		
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	326 885	326 885	340 536
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	4 794 495	877 348	886 103

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 519 995	8 817 688
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 519 995	8 817 688

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	19,60	35,00	36 911,00	**********	**********	**********
Professionnels	2	1,00	25,00	580,00	**********	**********	**********
Cols blancs	3	36,00	33,50	59 063,00	**********	**********	**********
Cols bleus	4	53,66	38,00	96 485,00	**********	**********	**********
Policiers	5						
Pompiers	6	17,72	42,00	41 443,00	**********	**********	**********
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	127,98		234 482,00	**********	**********	**********
Élus	9	7,00			254 108	60 750	314 858
	10	134,98			**********	**********	**********

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 242 428	324 000	324 000	44 186	1 934 614
	17	1 242 428	324 000	324 000	44 186	1 934 614

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	7 907	
Évaluation	2		
Autres	3	5 573	31 494
	4	13 480	31 494
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	59 256	39 560
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	59 256	39 560
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	132 813	144 304
Enlèvement de la neige	11	8 158	9 888
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	1 574	5 983
	15	142 545	160 175
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	110 572	79 892
Réseau de distribution de l'eau potable	17	81 569	185 033
Traitement des eaux usées	18	35 435	
Réseaux d'égout	19	114 093	137 484
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	9 860	
	26	351 529	402 409
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	5 386	14 223
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	5 386	14 223
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	38 107	56 898
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	9 345	11 821
Autres	38	11 444	
	39	58 896	68 719
Réseau d'électricité	40		
	41	631 092	716 580

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	Maire	86 700	17 401	35 306	
District 1	Conseiller	18 096	9 048		
District 2	Conseiller	15 647	7 824		
District 3	Conseiller	16 871	8 436		
District 4	Conseiller	15 647	7 824		
District 5	Conseiller	16 871	8 436		
District 6	Conseiller	16 671	8 436		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		1 500 000 $

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		3	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4			$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5		6	X

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	$
Ligne 14 : Débiteurs	13	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	16	$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

   a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. — 18 [ ] 19 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 20 ..... $

   b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. — 21 [X] 22 [ ]

   Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 — 23 224 669 $

   c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). — 24 [ ] 25 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 26 ..... $

   d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). — 27 [ ] 28 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 29 ..... $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 30 [X] 31 [ ]

   Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 32 [ ] 33 [X]

   Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

   a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 34 [ ] 35 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 36 ..... $

   b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 37 [ ] 38 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 39 ..... $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 40 [ ] 41 [X]

   Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

   a) crédits de taxes — 42 ..... $

   b) autres formes d'aide — 43 ..... $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021	44	$
Facteur comparatif de 2021	45	
Valeur uniformisée	46	$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 47 — $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	48	$
▪Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	49	$
Chaussées pavées - entretien préventif	50	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	51	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	52	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	53	$
Systèmes de drainage	54	$
Abords de routes	55	$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	56	$

b) Dépenses d'investissement

▪Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	57	$
▪Dépenses relatives à l'entretien d'été	58	$

c) Total des frais encourus admissibles — 59 — $

d) Description des dépenses d'investissement
▪Relatives à l'entretien d'hiver :

S.O.

▪Relatives à l'entretien d'été :

S.O.

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	60	0
b) Date d'adoption de la résolution	61	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 [X] 63 [ ]

    Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

    a) Numéro de la résolution 64 2003-591

    b) Date d'adoption de la résolution 65 2003-12-11

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

    Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

    a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66

    b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67

    Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

    c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68

    d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69

    e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70

    f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71

    g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72

    h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 684

    i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 379

    j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 1

    k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 [ ] 77 [X]

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	124 871 $
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	9 977 333 $
Ministère des Transports	80	$
Ministère de la Culture et des Communications	81	330 640 $
Autres ministères/organismes	82	1 257 684 $
	83	11 690 528 $

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Deux-Montagnes | 72010 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 1
Taux global de taxation réel 3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la
Ville de Deux-Montagnes,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES (ci après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agrées

MARIE-CLAUDE DAGENAIS, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Blainville, 2 juin 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	21 880 116
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	135 984		
Ajouter				
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière			3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			4	110 984
Déduire				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base			7	763 696
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1			8	89 041
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel			9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			10	21 138 363

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 716 616 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 735 719 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 726 168 050

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,2246/ 100 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	2			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».						
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9		10	X		
Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11		12		13	X
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14		15		16	X
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17		18		19	X
La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	20		21		22	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	23		24			
La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.						
9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?	25		26	X		

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

X J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

X Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

X Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-06-09

Nom du signataire : Julie Guindon

Date de transmission au Ministère : 2022-06-09

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Deux-Montagnes | 72010 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	30 378 138	29 414 400	30 433 321	4 963 912	31 357 688
Investissement	2	2 175 485		1 023 672	7 160	1 030 832
	3	32 553 623	29 414 400	31 456 993	4 971 072	32 388 520
Charges	4	28 197 427	30 216 100	28 801 577	4 880 503	29 642 535
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 356 196	(801 700)	2 655 416	90 569	2 745 985
Moins : revenus d'investissement	6	(2 175 485)	)	(1 023 672)	(7 160)	(1 030 832)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 180 711	(801 700)	1 631 744	83 409	1 715 153
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 771 351	4 000 000	4 108 630	457 802	4 566 432
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 614 047)	(2 662 000)	(2 565 098)	(350 660)	(2 915 758)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(2 470 927)	(476 300)	(1 686 372)	(93 969)	(1 780 341)
Excédent (déficit) accumulé	12	528 644	(60 000)	(795 027)	119 770	(675 257)
Autres éléments de conciliation	13	8 214		9 348	2 326	11 674
	14	(776 765)	801 700	(928 519)	135 269	(793 250)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 403 946		703 225	218 678	921 903

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021		2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	7 001 760	3 501 043	4 274 974	8 049 807
Débiteurs	2	16 235 378	16 200 980	17 213 400	17 454 777
Placements de portefeuille	3	1 600 000	2 000 000	2 000 000	1 600 000
Autres	4	95 000	81 000		
	5	24 932 138	21 783 023	23 488 374	27 104 584
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	30 891 382	29 604 715	32 411 277	34 232 911
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			42 514	108 570
Autres	9	8 557 604	7 509 743	10 132 497	11 463 960
	10	39 448 986	37 114 458	42 586 288	45 805 441
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(14 516 848)	(15 331 435)	(19 097 914)	(18 700 857)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	84 488 673	87 890 690	95 987 641	92 924 052
Autres	13	409 243	477 229	537 080	457 627
	14	84 897 916	88 367 919	96 524 721	93 381 679
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	5 809 062	5 536 458	3 819 045	3 963 635
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 780 646	1 723 401	1 723 401	2 906 751
Réserves financières et fonds réservés	17	2 397 994	2 786 022	3 004 700	2 481 715
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	( )	( )	(184 011)	(201 047)
Financement des investissements en cours	19	(1 929 940)	(2 947 302)	(2 947 302)	(1 929 940)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	61 323 306	65 937 905	72 010 974	67 459 708
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	70 381 068	73 036 484	77 426 807	74 680 822

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Parc 100e anniversaire	23	92 755	1 300 000
▪ Budget 2022	24	150 000	
▪ Digue	25	822 259	822 259
▪ Mur anti-bruit	26	658 387	658 387
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	1 723 401	2 780 646
Organismes contrôlés et partenariats[1]	33		126 105
	34	1 723 401	2 906 751
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	2 786 022	2 397 994
Organismes contrôlés et partenariats[1]	36	218 678	83 721
	37	4 728 101	5 388 466

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	24 637 537
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	27 875 632

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	130 665	160 867
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	21 107 214	22 155 040
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 738 788	3 148 437
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	7 962 056	8 628 804
Autres	8	604 455	297 462
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	32 543 178	34 390 610

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	21 748 000	21 892 900	21 880 116	21 805 767
Compensations tenant lieu de taxes	12	581 702	580 000	608 912	608 912
Quotes-parts	13				
Transferts	14	2 408 306	837 100	1 266 428	1 294 827
Services rendus	15	3 882 150	4 292 600	3 883 045	4 585 730
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 470 799	1 099 700	2 367 383	2 609 891
Autres	17	287 181	712 100	427 437	452 561
	18	30 378 138	29 414 400	30 433 321	31 357 688
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	1 778 485		668 186	675 346
Autres	22	397 000		355 486	355 486
	23	2 175 485		1 023 672	1 030 832
	24	32 553 623	29 414 400	31 456 993	32 388 520

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	4 737 019	169 331	4 906 350	4 906 350	4 403 134
Sécurité publique						
Police	2	3 920 099	74 147	3 994 246	4 274 007	4 229 007
Sécurité incendie	3	2 480 704	318 609	2 799 313	2 799 313	2 661 887
Autres	4	75 331	2 085	77 416	77 416	51 311
Transport						
Réseau routier	5	2 769 228	977 624	3 746 852	3 746 852	4 031 697
Transport collectif	6	551 575	514	552 089	552 089	548 336
Autres	7	660 648		660 648	660 648	461 787
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 010 900	1 700 841	4 711 741	4 686 388	4 397 515
Matières résiduelles	9	1 394 413		1 394 413	1 394 413	1 847 228
Autres	10		59 985	59 985	59 985	287 072
Santé et bien-être	11				487 819	494 132
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	837 277	33 725	871 002	871 002	852 692
Promotion et développement économique	13					
Autres	14	17 176		17 176	17 176	7 529
Loisirs et culture	15	3 607 485	771 769	4 379 254	4 379 254	3 960 253
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	631 092		631 092	729 823	831 244
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	24 692 947	4 108 630	28 801 577	29 642 535	29 064 824
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 108 630	(4 108 630)			
	21	28 801 577		28 801 577	29 642 535	29 064 824

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	2 175 485	1 023 672	7 160	1 030 832
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(8 817 688)	(7 519 995)	(121 700)	(7 641 695)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	( )	( )	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 825 910	1 352 514		1 352 514
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 470 927	1 686 372	93 969	1 780 341
Excédent accumulé	6	1 894 134	2 497 712	20 571	2 518 283
	7	(2 626 717)	(1 983 397)	(7 160)	(1 990 557)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(451 232)	(959 725)		(959 725)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14